

**ROYAUME DU MAROC**  
**MINISTRE DE L'INTERIEUR**  
**WILAYA DE LA REGION DE TAZA – AL HOCEIMA – TAOUNATE**  
**PROVINCE D' AL HOCEIMA**

# **GUIDE DE L'INVESTISSEMENT ET CRÉATION D'ENTREPRISES**



- Le Centre Régional d'Investissement (CRI)  
de Taza – Al Hoceima - Taounate

En collaboration avec:

- Association BADES d'Animation Sociale et Economique
- Association socioculturelle IBN BATUTA - ASCIB
- Mouvement pour la Paix -MPDL-
- Mairie de Madrid (Espagne)

# Sommaire

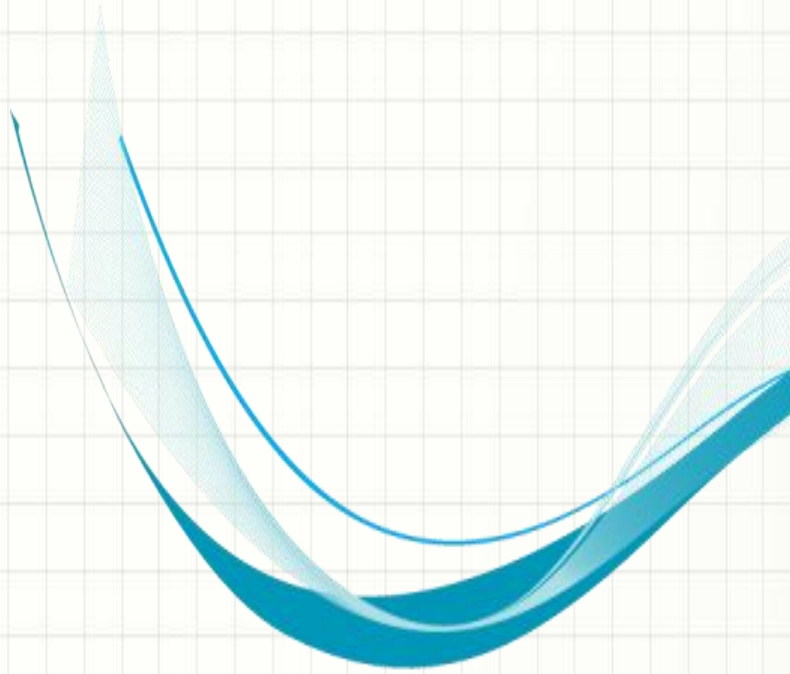
## Al Hoceima: une province riche en possibilités 3

1. Présentation de la Province d'Al Hoceima 3
2. Les Attractivités de la Province d'Al Hoceima en Matière d'Investissement 3
3. Opportunités d'investissement identifiées dans les différents secteurs économiques de la province 4
  - Agriculture 5
  - Pêche Maritime 5
  - Agroalimentaire 6
  - Artisanat 6
  - Commerce et Services 7
  - Textile et cuir 7
  - Industrie 7
  - Chimie et parachimie 7
  - Tourisme 8

## Comment ces opportunités peuvent être exploitées? 8

1. Rôle et mission du CRI 10
2. Procédures à suivre pour créer une entreprise. 11
3. L'entreprise : « Personne Physique » ou « Personne Morale ». Les différentes formes juridiques. 13
  - Société Anonyme (SA) 13
  - Société Anonyme Simplifiée (SAS) 15
  - Société A Responsabilité Limitée (SARL) 15
  - Groupement d'Intérêt Économique (GIE) 16
  - Société en Nom Collectif (SNC) 18
  - Société en Commandite Simple (SCS) 19
  - Société en Commandite par Actions (SCA) 20
  - Société en Participation (SP) 21
4. Les étapes de la constitution d'une entreprise au Maroc. 21
  - A. Avantages accordés lors de la réalisation du projet 22
  - B. Avantages communs accordés lors de l'exploitation 24
5. Le financement des projets réalisés par des MRE 25
6. La mise à niveau des entreprises industrielles 26

## Adresses utiles



Al Hoceima:  
une province  
riche en  
possibilités

Située à la fois en bordure de la mer Méditerranée et au cœur de la chaîne montagneuse du Rif, la province d'Al Hoceima est riche en paysages diversifiés et en multiples potentialités liés à ses atouts naturels: tourisme rural et balnéaire, agriculture, produits du terroir, artisanat, etc.

La cadence des grands chantiers d'infrastructures s'est augmentée ces dernières années afin d'octroyer toute son ampleur à ce territoire-pivot, situé sur la façade méditerranéenne entre les régions de Tanger-Tétouan et l'Oriental, ainsi qu'à la porte de l'Europe, à laquelle elle est historiquement reliée par liaison maritime.

## 1. Présentation de la Province d'Al Hoceima

La province d'Al Hoceima a été créée en 1959 par le Dahir du 6 décembre 1959 modifiant et complétant le Dahir du 13 janvier 1956. Elle est géographiquement située à l'extrême nord du Royaume. Elle est délimitée par:

- Les provinces de Taza, Taounate au Sud.
- La province de Driouch à l'Est.
- La mer Méditerranée au Nord.
- La province de Chefchaouen à l'Ouest.

Couvrant une superficie de 3 555 km<sup>2</sup>, cette province s'étend sur la partie centrale la plus élevée de la chaîne du Rif. Elle est le chef-lieu de la Wilaya de la région de Taza - Al Hoceima-Taounate.

## 2. Les Attractivités de la Province d'Al Hoceima en Matière d'Investissement

La province d'Al Hoceima dispose d'un certain nombre d'atouts qui sont autant de facteurs attractifs favorisant l'implantation d'investisseurs dans la région:

- La province d'Al Hoceima occupe une place privilégiée sur le plan géographique. Elle constitue le seul débouché sur la mer pour la région.
- La zone industrielle d'Ait Youssef ou Ali constitue un avantage substantiel, ainsi que la prochaine concrétisation de la Zone d'Activité Economique (ZAE) à Aït Kamra qui contribuera certainement à l'épanouissement de l'économie de la province.
- La province possède des dépôts bancaires importants.
- La province compte au total 14 établissements pour la formation professionnelle permettant d'accéder à différents niveaux de qualification: technicien, qualification et spécialisation.
- Le port de pêche ainsi que la gare maritime des voyageurs disposent d'une position stratégique avec un fort potentiel de développement.
- La province dispose d'un cadre législatif et fiscal en faveur de l'investissement.



- La province possède des sites d'intérêt touristique de premier plan.
- L'existence dans la province d'un fort potentiel artisanal.

Cette province a connu ces dernières années un ambitieux programme de mise à niveau et de développement minutieusement préparé et mis en œuvre par les pouvoirs publics sur Hautes Instructions de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, que Dieu le Glorifie, et qui a contribué largement à améliorer son attractivité.

Ce programme a favorisé par ailleurs la naissance d'une multitude d'initiatives privées visant la réalisation de projets d'investissement dans les différents secteurs d'activité économique. Cet plan d'investissement se poursuivra dans les années à venir à un rythme soutenu.

### **3. Opportunités d'investissement identifiées dans les différents secteurs économiques de la province**

Dans le cadre de la convention de partenariat signée entre le CRI et l'Agence Espagnole de Coopération Internationale pour le Développement (AECID), une monographie sur la province d'Al Hoceima a été publiée en 2010 par le CRI. Selon cette monographie, les opportunités d'investissement identifiées dans les différents secteurs économiques de la province sont comme suit.

#### **▪ Agriculture**

- Création d'une unité d'élevage moderne « CUNICOLE ».
- Création d'une unité d'élevage de vaches laitières.
- Création d'une unité d'élevage de caprins.
- Création d'une amodiation de chasse touristique.
- Station d'élevage de gibier.
- Unité d'engraissement.
- Création d'une unité de poulet de chair.
- Création d'une unité moderne d'élevage apicole.
- Plantation d'amandiers.
- Plantation d'olivier.
- Plantation de figuiers.
- Plantation de pistachiers.
- Unité de collecte et conditionnement des champignons.

#### **▪ Pêche Maritime**

- Unité de conditionnement et congélation de poisson.
- Unité de conservation de poisson.
- Unité d'équipement de navires de pêche.
- Unité spécialisée en matière de salubrité et d'hygiène navale.

- Atelier de commercialisation et réparation des moteurs marins.
- Entreprise de transport et de distribution des produits de la mer au niveau local.
- Entreprise de réparation et d'installation du matériel de sécurité marine, de sauvetage en mer et lutte contre l'incendie.
- Entreprise d'électricité et d'électronique de navire de pêche.
- Entreprise de distribution du carburant destiné aux embarcations de pêche.
- Aquaculture: ce domaine encore vierge peut permettre l'exploitation dans l'élevage des espèces marines à haute valeur commerciale.
- Fabrication et vente de caisses de plastique aux mareyeurs et autres commerçants de poissons.
- Unités spécialisées dans le transport touristique en mer et sports nautiques.

## ■ Agroalimentaire

- Transformation de lait de chèvre (fromage).
- Distillation des essences aromatiques.
- Création d'une unité de trituration d'olives.
- Création d'une unité de fabrication de dérivées de lait.
- Création d'une unité de confiserie et traitement du sucre.
- Création d'une unité de glace hydrique.
- Stockage de fruits et légumes.
- Unité de transformation de fruits pour la fabrication de confiture.
- Création d'une unité de traitement des plantes aromatiques et médicinales.
- Création d'une unité de séchage et conditionnement d'amandes.
- Création d'une unité de broyage de caroube.
- Création d'une minoterie industrielle.
- Création d'un abattoir industriel pour viande rouge et volailles.
- Création d'une unité de séchage, d'emballage et de transformation de figes.

## ■ Artisanat

- Unité de couture artisanale.
- Unité de confection de lingerie et de chemiserie.
- Unité de tissage traditionnel.
- Unité de soudure.
- Unité de ferronnerie.
- Unité de fer forgé.

## ■ Commerce et Services

- Unités de prestation de services agricoles.
- Unité de mécanique agricole.
- Entreprise multiservices de plomberie, électricité et travaux d'entretien.
- Imprimerie et édition de livres, brochures, emballages...
- Unité de prestation de services agricoles et vente des produits phytosanitaires
- Moulins traditionnels.
- Stations services équipées en matériel moderne de lavage.
- Halle aux grains.
- Marché de gros de fruits et légumes.

## ■ Textile et cuir

- Tannerie.
- Unité de fabrication d'articles en cuir.
- Unité de fabrication de lingerie et chemiserie.

## ■ Industrie

- Unité de menuiserie.
- Assemblage des bois et des tôles pour diverses branches d'activité.
- Fabrication d'articles en plastiques.
- Construction de chambres froides.
- Unité de traitement du doum (vannerie).
- Unité de production de la chaux vive.
- Unité de fabrication de meubles et articles en bois.

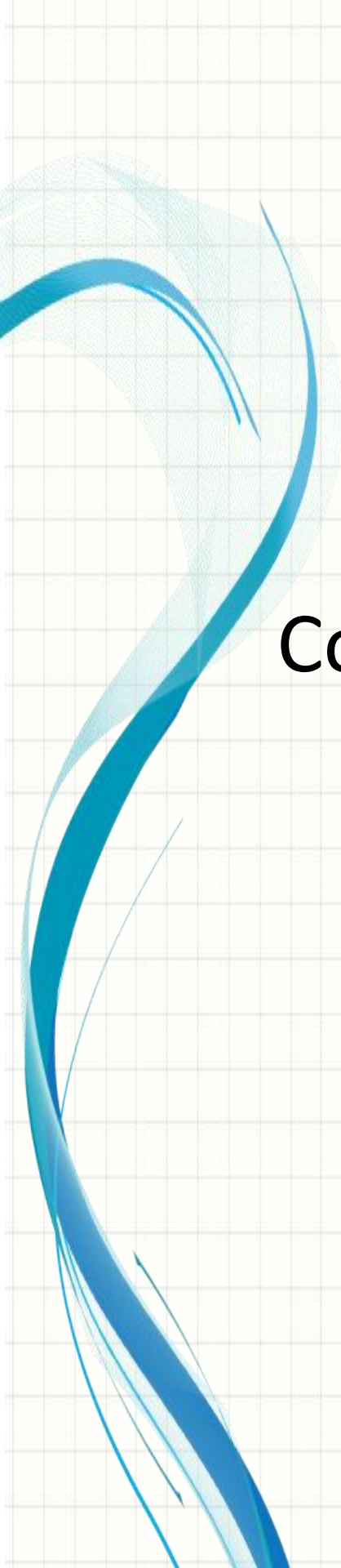
## ■ Chimie et parachimie

- Unité de production de quincaillerie de bâtiment.
- Projet de sous-traitance électronique à l'export.
- Unité de menuiserie métallique et aluminium.
- Projet d'atelier de maintenance industrielle.
- Atelier de rénovation des moteurs.
- Création d'unités d'assemblage de matériel informatique.

## ■ Tourisme

- Création d'une unité de chasse touristique.
- Création d'un gîte d'étape.
- Création d'un gîte rural.
- Entreprise d'animation de sport nautique.
- Exploitation d'un bateau de croisière entre Al Hoceima et El Jabha.
- Entreprise de tourisme de montagne.
- Gestion du parc naturel de Bokkoya.
- Entreprise de transport touristique en mer.
- Unité de plongée sous-marine de loisirs.
- Location de jet-skis, planches à voiles, pédalos et canots de plaisance.



A decorative graphic on the left side of the slide, consisting of a thick, dark blue wavy line that curves upwards and then downwards. It is surrounded by several lighter blue, semi-transparent wavy lines that follow a similar path, creating a sense of motion and depth.

Comment  
ces opportunités  
peuvent être  
exploitées?

Si dans les dernières années vous avez pu réunir un petit capital financière et une expérience professionnelle adéquate et si vous avez des nouvelles idées innovantes qui peuvent marquer la différence si elles sont mises en marche, la première étape à suivre pour réussir votre projet est de crée une entreprise.

Une préparation sérieuse de votre projet est une garantie de réussite. Vous devez commencer par vous informer. C'est une première démarche indispensable.

S'informer, c'est participer à une séance d'information sur la création/reprise d'entreprise (voir adresses utiles). Vous devrez valider trois étapes essentielles :

- La cohérence entre vous et votre projet (motivations, compétences, ressources ...)
- La connaissance du produit et du marché (la demande, l'offre, l'environnement...)
- La détermination de l'équilibre financier (faisabilité, rentabilité et trésorerie).

Ensuite, il vous faudra "travailler" votre projet de création ou de reprise d'entreprise et constituer un dossier solide à l'aide de ce guide. A ce stade, vous pourrez vous faire accompagner par de nombreux spécialistes présents au Centre Régional d'Investissement de Taza – Al Hoceima – Taounate, qui est l'interlocuteur unique en matière d'investissement dans la région.

Ce travail vous permettra de définir et de préciser :

- La réglementation de votre profession .
- Votre marché .
- Votre clientèle .
- Votre chiffre d'affaires provisionnel .
- Votre statut social .
- Les aspects juridiques (entreprise individuelle, société...) et fiscaux de votre entreprise .
- Vos charges .
- Les investissements nécessaires .
- Les moyens de financement disponibles .
- Les aides que vous pouvez solliciter .

Les derniers éléments vous permettront, si vous le souhaitez, d'élaborer un document provisionnel ou plan d'affaires formalisé par écrit, précis et rigoureux. Il sera votre meilleur atout pour convaincre vos partenaires !

Si vous souhaitez approfondir vos connaissances, vous avez la possibilité de suivre des formations à la création ou reprise d'entreprise. De nombreuses prises en charge sont possibles en fonction de votre projet ou de votre situation personnelle.

## 1. Rôle et mission du CRI

Le Centre Régional d'Investissement de la région de Taza-Al Hoceima-Taounate (CRI) a été ouvert le 6 Novembre 2002. Il est chargé de l'aide à la création d'entreprises, de l'aide aux investisseurs et de la promotion et la coopération et il a pour principales missions la simplification des procédures, la proximité et l'unicité de l'interlocuteur, ainsi que le développement et la promotion de l'Investissement dans la Région de Taza – Al Hoceima - Taounate.

Pour cela, le centre régional d'Investissement de la région de Taza - Al Hoceima - Taounate dispose de deux antennes opérationnelles à Taza et Al Hoceima dont vous trouverez les coordonnées à la fin de ce guide.

Les principales prérogatives du Centre Régional d'Investissement sont ses trois divisions à savoir :

✓ **La division d'appui à la création d'entreprises** : qui est l'interlocuteur unique de toutes les personnes qui veulent créer une entreprise, quelle qu'en soit la forme. Elle met les créateurs d'entreprise en possession des pièces justificatives délivrées par les administrations, portant sur l'existence juridique, fiscale et sociale de l'entreprise.

✓ **La division d'aide aux investisseurs** : qui procure aux investisseurs toutes les informations utiles pour la réalisation des projets d'investissement. En effet, cette division accueille les nouveaux investisseurs, elle leur fournit toutes les informations utiles pour l'investissement dans la région et traite leurs demandes d'autorisations et l'ensemble des actes administratifs nécessaires à la réalisation des projets.

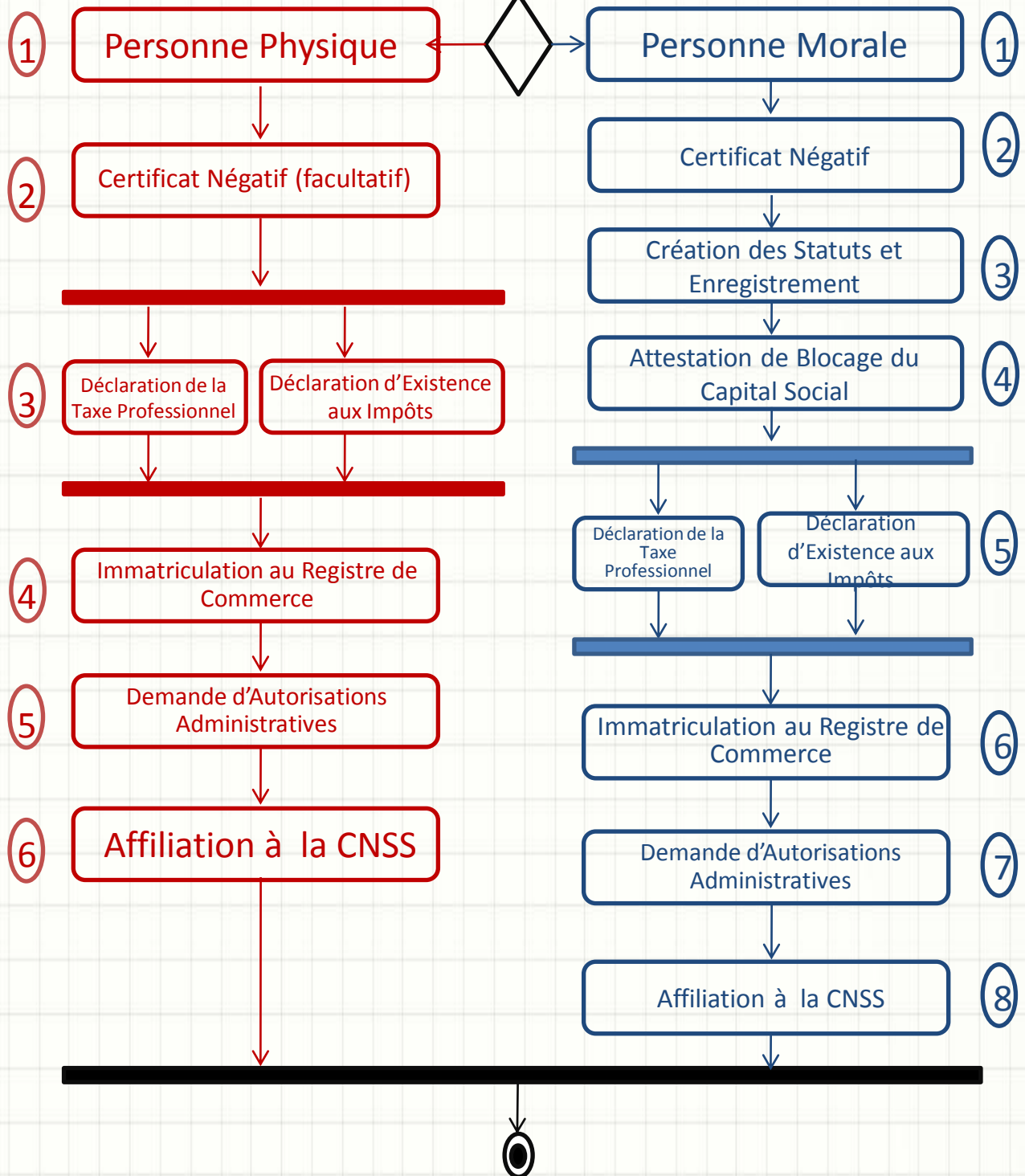
✓ **La division de la promotion et de la coopération** : qui se charge de promouvoir des actions de promotion de l'investissement ainsi que d'établir des relations de partenariat avec les différents partenaires locaux, nationaux et internationaux.

## 2. Procédures à suivre pour créer une entreprise

Une entreprise peut être soit une personne morale ou tout simplement une personne physique. **La figure 1** résume les étapes à suivre afin de bien simplifier les procédures pour la création d'entreprises. Cette figure distingue entre l'entreprise « Personne Physique » et l'entreprise « Personne Morale ». De plus, l'entreprise « Personne Morale » existe dans des différentes formes. La forme la plus demandée auprès du CRI est la société à responsabilité limitée (S.A.R.L). Par conséquent cette figure graphique se base sur les étapes à suivre pour créer une société à responsabilité limitée (S.A.R.L).

Les paragraphes suivants expliquent en détail les entreprises existantes dans la loi Marocaine en commençant par l'entreprise « Personne Physique » qui est la

i Je veux créer une entreprise!



**Figure 1. Procédures à suivre pour créer une entreprise**



forme la plus simple. Ensuite, les différentes types d'entreprises « Personne Morale » existant sont présentées et discutées.

### 3. L'entreprise : « Personne Physique » ou « Personne Morale ». Les différentes formes juridiques

L'entreprise « Personne Physique » peut être individuelle ou créée en association avec d'autres personnes.

Les formalités de constitution de ce type d'entreprise sont simples. Il suffit de s'inscrire à la taxe professionnelle et de s'immatriculer au registre de commerce. Aucun capital minimum n'est exigé.

Quant à l'entreprise « Personne Morale », peut prendre des formes diverses, dont le choix dépend de l'importance du projet, du type d'association et du mode de gestion souhaités. A cet effet, le promoteur doit se faire conseiller par des spécialistes, avant d'entreprendre la création d'une société.

Les différents types de sociétés commerciales reconnues au Maroc sont :

#### ✓ **Les sociétés de personnes:**

- société en nom collectif
- société en commandite simple
- société en participation.

Ces sociétés se caractérisent par l'aspect prédominant du facteur personnel.

#### ✓ **Les sociétés de capitaux:**

- société anonyme (SA),
- société à responsabilité limitée (SARL)
- société en commandite par actions

#### ✓ **Les sociétés à réglementation particulière:**

- société d'investissement
- société coopérative d'achat
- société coopérative de consommation
- société mutualiste

### ▪ Société Anonyme (SA)

#### **Définition:**

La société anonyme est une société commerciale dans laquelle les associés, dénommés actionnaires en raison d'un droit représenté par un titre négociable ou action, ne supportent les dettes sociales qu'à concurrence de leurs apports.

#### **Caractéristiques:**

- Le nombre d'actionnaires ne peut être inférieur à 5.
- Le capital minimum est de 3 millions de DH pour les SA faisant appel public à l'épargne (1) et, 300.000 DH dans le cas contraire.



- Le montant nominal de l'action ne peut être inférieur à 50 DH. Toutefois, pour les sociétés dont les titres sont inscrits à la cote de la bourse des valeurs, Le minimum du montant nominal est fixé à 10 DH.
- Les actions en numéraire doivent être libérées lors de la souscription d'au moins le 1/4 de leur valeur nominale. Les actions en nature sont libérées intégralement lors de leur émission.
- Le capital doit être intégralement souscrit, à défaut la société ne peut être constituée.
- La Société jouit de la personnalité morale à partir de son immatriculation au Registre de commerce.
- La société n'a pas de raison sociale mais une dénomination sociale. La Direction générale de la société est attribuée de plein droit au président du conseil d'administration, par ailleurs toute nomination d'un directeur général, toute définition de ses fonctions et de ses pouvoirs ne peuvent avoir lieu que sur proposition du président, de même que sa révocation.
- Le président est révocable à tout moment par le conseil d'administration.
- La SA comprend un Directoire et un Conseil de Surveillance. Le Directoire est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Par ailleurs le Conseil de surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion de la société par le directoire

**Source: BO n° 5640 du 19/06/2008**

(1) Est réputée faire publiquement appel à l'épargne:

Toute société qui compte plus de 100 actionnaires.

Toute société dont les titres sont inscrits à la cote de la bourse des valeurs.

Toute société qui pour le placement des titres qu'elle émet, a recours, soit à des sociétés de bourse, à des banques ou d'autres établissements financiers, soit au démarchage ou à des procédés de publicité quelconque

## ■ Société Anonyme Simplifiée (SAS)

### **Définition:**

La société anonyme simplifiée est une société constituée entre personnes morales en vue de créer ou de gérer une filiale commune, ou bien de créer une société qui deviendra leur mère commune.

### **Caractéristiques :**

- Les membres de la société anonyme simplifiée doivent avoir un capital au moins égal à deux millions de dirhams ou à la contre-valeur de cette somme en monnaie étrangère.
- Les statuts doivent être signés par tous les associés.
- Le capital doit être libéré en totalité dès la signature de ces statuts.
- La société ne peut faire publiquement appel à l'épargne.
- Les statuts fixent les conditions dans lesquelles la société est dirigée.
- La société doit avoir un président désigné initialement dans les statuts et, ensuite, de la manière que ses statuts déterminent.
- Le président peut être une personne morale.

**Source: BO n° 5640 du 19/06/2008**

## ■ Société A Responsabilité Limitée (SARL)

### **Définition :**

La SARL est une société commerciale. L'acquisition de la personnalité morale est subordonnée à l'immatriculation au registre de commerce.

### **Caractéristiques :**

- Une seule personne dite « associée unique » peut constituer la SARL.
- Le nombre maximum d'associés ne peut dépasser 50.
- Le montant du capital social ne peut être inférieur à 10.000 DH et doit être déposé obligatoirement dans un compte bancaire bloqué . Son retrait ne peut être effectué qu'après immatriculation au Registre de Commerce.
- La part sociale est d'au moins 10 DH. Les parts sociales détenues qui peuvent être transmissibles par voie de succession et cessibles entre conjoints et parents successibles ne peuvent être cédées à des tiers qu'après consentement de la majorité des associés.
- Les apports peuvent être en nature. Ils sont évalués par un commissaire aux comptes.
- La gestion d'une SARL peut être assumée par une ou plusieurs personnes physiques responsables individuellement ou solidairement vis à vis des tiers.

- Les décisions sont prises en assemblée générale sauf disposition contraire prévue par les statuts.
- Le contrôle de la gestion d'une SARL est confié à un ou plusieurs commissaires aux comptes.
- Le procureur est habilité, de sa propre initiative à désigner un ou plusieurs commissaires aux comptes afin de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion.
- Le gérant peut être révoqué par décision des associés représentant seulement plus de la moitié des parts sociales.
- Interdiction faite aux gérants ou associés de contracter des emprunts auprès de la société ou de faire cautionner leurs engagements personnels par la société.
- Les associés détenant le 1/10 éme du capital peuvent exercer une action en justice contre les gérants.

**Source: BO n° 5400 du 02/03/ 2006**

## ■ Groupement d'Intérêt Économique (GIE)

### **Définition :**

Le GIE n'est pas une société. Il constitue un cadre juridique intermédiaire entre la société et l'association pour la mise en commun de certaines activités par des entreprises. Donc il est constitué entre des personnes morales en vue de mettre en œuvre tous les moyens propres à faciliter ou à développer l'activité économique de ses membres et améliorer ou accroître les résultats de cette activité.

### **Caractéristiques :**

- Le GIE est désigné par une dénomination sociale qui doit être suivie de la mention « groupement d'intérêt économique » ou du sigle GIE.
- Il est constitué entre deux personnes morales au minimum.
- Il peut être créé sans capital. En cas de constitution d'un capital, plusieurs types d'apports sont concevables, aussi bien les apports en numéraire, en nature qu'en industrie.
- Le GIE ne peut être constitué au moyen d'un appel à l'épargne.
- L'objet du GIE peut être civil ou commercial selon la nature.
- Il est nécessaire de soigner la définition de l'objet dans le contrat constitutif.
- Il est constitué par un écrit qui peut être sous la forme authentique (notarié) ou sous seing privé.

- Le contrat du GIE doit contenir les mentions suivantes :
  1. Dénomination du groupement.
  2. Durée du groupement.
  3. Siège du groupement.
  4. Identification de chacun de ses membres.
  5. L'objet du groupement.
  6. la raison sociale ou dénomination sociale, la forme juridique, l'adresse du siège social de chacun des membres du groupement, l'indication du numéro d'immatriculation au registre du commerce, s'il y a lieu, de chacun de ses membres, ainsi que la date de leur entrée dans le groupement s'ils y ont été admis après sa constitution, avec mention, le cas échéant, de l'exonération qui leur a été consentie de toute responsabilité relative aux dettes du groupement antérieures à leur admission.
  7. le cas échéant, le montant et la nature des apports devant constituer le capital ainsi que le montant de celui-ci.
- La durée est en général liée à l'objectif du GIE qui peut être ponctuel ou continu.
- Le GIE est administré par un ou plusieurs administrateurs, choisis parmi ses membres ou en dehors d'eux.
- Une personne morale peut être administrateur à condition qu'elle désigne un représentant permanent qui a les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'il exerçait ces fonctions en son nom propre.

**Source: (Dahir n° 1-99-12 du 18 chaoual 1419 (5/02/1999) portant promulgation de la loi 13-97 relative au groupement d'intérêt économique)**



## ▪ Société en Nom Collectif (SNC)

### **Définition :**

La société en nom collectif est une société dont les associés ont tous la qualité de commerçants et répondent indéfiniment et solidairement des dettes sociales.

### **Caractéristiques :**

- La société en nom collectif est désignée par une dénomination sociale , à laquelle peut être incorporé le nom d'un ou plusieurs associés, et qui doit être précédée ou suivie immédiatement de la mention « Société en nom collectif »
- Tous les associés sont gérants, sauf stipulation contraire des statuts qui peuvent désigner un ou plusieurs gérants associés ou non , ou en prévoir la désignation par acte ultérieur.
- Les associés peuvent nommer à la majorité des associés un ou plusieurs commissaires aux comptes. Cependant, les sociétés dont le chiffre d'affaires à la clôture de l'exercice social dépassent le montant de 50 millions de DH, sont tenues de désigner un commissaire au moins.
- La révocation des gérants ne peut être décidée qu'à l'unanimité des associés.
- Cette révocation entraîne la dissolution de la société, à moins que sa continuation ne soit prévue par les statuts ou que les autres associés ne la décident à l'unanimité.
- Les parts sociales sont nominatives et ne peuvent être cédées qu'avec le consentement de tous les associés.
- La société prend fin par le décès de l'un des associés sauf s'il a été stipulé que la société continuerait, soit avec les associés seulement, soit avec un ou plusieurs héritiers, ou toute autre personne désignée par les statuts.

**Source: BO n° 5400 du 02/03/ 2006**



## ■ Société en Commandite Simple (SCS)

### **Définition :**

- La société en commandite simple est constituée d'associés commandités et d'associés commanditaires.
- Elle est désignée par une dénomination sociale à laquelle peut être incorporé le nom d'un ou plusieurs associés commandités et qui doit être précédée ou suivie immédiatement de la mention « Société en commandite simple ».
- Les dispositions relatives aux sociétés en nom collectif sont applicables aux sociétés en commandite simple (sous réserve des règles prévues au premier chapitre de la loi sur les sociétés en commandite simple / voir BO n° 4478 du 1-5-97 / page 485).

### **Les Commandités :**

- Les associés commandités sont tenus indéfiniment et solidairement des dettes sociales.

### **Les Commanditaires :**

- Les associés commanditaires répondent des dettes sociales seulement à concurrence de leur apport. Celui-ci ne peut être un apport en industrie.
- L'associé commanditaire ne peut faire aucun acte de gestion engageant la société vis à vis des tiers, même en vertu d'une procuration.
- Toute modification des statuts est décidée avec le consentement de tous les commandités et de la majorité en nombre et en capital des commanditaires.
- La société continue malgré le décès d'un commanditaire.

**Source: BO n° 5400 du 02/03/ 2006**

## ■ Société en Commandite par Actions (SCA)

### **Définition :**

La société en commandite par actions dont le capital est divisé en actions est constituée entre un ou plusieurs commandités, qui ont la qualité de commerçants et répondent indéfiniment et solidairement des dettes sociales, et des commanditaires qui ont la qualité d'actionnaires et ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

La société en commandite par actions est désignée par une dénomination ou le nom d'un ou de plusieurs associés commandités peut être incorporé et doit être précédé ou suivi immédiatement de la mention «société en commandite par actions».

### **Caractéristiques :**

- Le nombre des associés commanditaires ne peut être inférieur à trois (3).
- Le ou les premiers gérants sont désignés par les statuts. Ils accomplissent les formalités de constitution dont sont chargés les fondateurs de sociétés anonymes.
- Au cours de l'existence de la société (sauf clause contraire des statuts) , le ou les gérants sont désignés par l'assemblée générale ordinaire des actionnaires avec l'accord de tous les associés commandités.
- L'assemblée générale ordinaire des actionnaires nomme un conseil de surveillance, composé de 3 actionnaires au moins.
- Un associé commandité ne peut être membre du conseil de surveillance, et les actionnaires ayant la qualité de commandités ne peuvent participer à la désignation des membres de ce conseil.
- L'assemblée générale ordinaire des actionnaires désigne un ou plusieurs commissaires aux comptes.
- Le gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société.
- Le conseil de surveillance assume le contrôle permanent de la gestion de la société. Il dispose à cet effet, des mêmes pouvoirs que les commissaires aux comptes.
- La transformation de la société en commandite par actions en société anonyme ou en société à responsabilité limitée est décidée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires avec l'accord des deux tiers des associés commandités, à moins que les statuts ne fixent un autre quorum.

**Source: BO n° 5400 du 02/03/ 2006**

## ■ Société en Participation (SP)

### **Définition :**

La société en participation n'existe que dans les rapports entre associés et n'est pas destinée à être connue des tiers.

Elle n'a pas la personnalité morale. Elle n'est soumise ni à l'immatriculation, ni à aucune formalité de publicité et son existence peut être prouvée par tous les moyens.

Les associés conviennent librement de l'objet social, de leurs droits et obligations respectifs et des conditions de fonctionnement de la société.

Si la société a un caractère commercial, les rapports des associés sont régis par les dispositions applicables aux sociétés en nom collectif à moins qu'il n'en soit stipulé autrement.

### **Caractéristiques :**

- A l'égard des tiers, chaque associé contracte en son nom personnel. Il est seul engagé même dans le cas où il révèle le nom des autres associés sans leur accord.
- Toutefois, si les participants agissent en qualité d'associés, ils sont tenus à l'égard des tiers comme des associés en nom collectif.

**Source: BO n° 5400 du 02/03/ 2006**

## 4. Les étapes de la constitution d'une entreprise au Maroc

Quoi que se soit le type d'entreprise choisie (Personne Physique ou Morale), les étapes à suivre pour sa constitution sont les suivantes :

### ✓ **Préparatifs :**

- L'identification de l'idée de projet.
- La détermination du mode de financement du projet.
- La recherche du nom de la société.
- La fixation du capital de la société.
- Le choix de la forme juridique de la société.
- La fixation du siège social de la société.

### ✓ **Procédures administratives :**

- Demander un certificat négatif auprès du CRI.
- Rédaction et signature des statuts de la société.
- Souscription et libération du capital.
- Dépôt des fonds auprès d'une banque.
- Enregistrement du capital.

- Remettre le dossier au CRI.
- Publicité légale.
- Réunion de l'assemblée générale constitutive.
- Remise du dossier de création à la banque.
- Demande d'autorisation d'exercer.
- Inscription auprès des services de postes.
- Dépôt de modèle, dessin ou invention (s'il y a lieu).

**Remarque:** Pour les sociétés anonymes, il faut établir la déclaration des fondateurs avant l'enregistrement du capital.

## Les avantages accordés à l'investissement

Les avantages accordés à l'investissement au Maroc, sont de deux types:

- A. Les avantages accordés lors de la réalisation du projet
- B. Les avantages accordés lors de l'exploitation du projet.

**Remarque:** Le bénéfice des avantages prévus est conditionné par la tenue d'une comptabilité régulière.

### A. Avantages accordés lors de la réalisation du projet

#### a. Les avantages communs:

- i. Droits d'enregistrement du capital: A l'occasion de la constitution ou de l'augmentation du capital de la société, les apports (des associés) ne sont soumis qu'à un droit d'enregistrement réduit, d'un taux maximum de 0,50%.
- ii. Droits d'enregistrement du terrain: Sont exonérés des droits d'enregistrement, les actes d'acquisition des terrains destinés à la réalisation d'un projet d'investissement. Cependant, cette exonération est accordée à condition de réaliser le projet dans un délai maximum de 24 mois à compter de la date de l'acte d'achat du terrain.

**Attention:** Les actes d'acquisition des terrains destinés à la réalisation d'opérations de lotissement et de construction ne bénéficient pas de cet avantage. Pour ce genre de terrain, le droit d'enregistrement est de 2,5 %

- iii. Achat de construction: La première acquisition, par des personnes physiques ou morales, autres que les établissements de crédit ou les sociétés d'assurance ou de construction issues des programmes de promotion immobilière, sont soumis à un droit d'enregistrement de 2,5%.

- iv. Réduction des droits de douanes: Normalement, tout produit importé est soumis à quatre taxes:
  - Les droits d'importation.
  - Le Prélèvement Fiscal à l'Importation (PFI).



- La Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)
- La taxe parafiscale à l'importation pour le financement de la promotion économique et l'inspection des exportations.

Les biens d'équipement, matériels et outillages destinés à l'investissement sont soumis au droit minimum de 2,5% et les parties et pièces détachées au taux de 10% avec exonération du Prélèvement Fiscal à l'Importation.

A ce propos, il y a lieu de préciser que l'administration des douanes peut décider de relever le montant du prix d'acquisition, si elle le juge anormalement bas.

Certains équipements protégés, lorsqu'ils sont produits localement, ne bénéficient pas de cette réduction des droits de douanes. Pour cela, il est recommandé de s'assurer du taux des droits de douane à payer avant toute importation.

v. Exonération du PFI: La majorité des biens d'équipement, matériels et outillages de même que les parties, pièces détachées et accessoires importés dans le cadre d'un projet d'investissement, sont exonérés du prélèvement fiscal à l'importation (PFI). Toutefois, il y a lieu de vérifier au préalable si les équipements à importer figurent effectivement dans la liste exonérée.

vi. Exonération de la Taxe sur la Valeur Ajoutée: Sont exonérés de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA), à l'intérieur du Maroc et à l'importation, les biens d'équipement, matériel et outillages qui sont destinés à servir comme outil de production (c'est-à-dire à inscrire dans un compte d'immobilisation) et ouvrant droit à déduction conformément à la législation relative à la TVA.

**Remarque:** Les biens d'équipement des produits exonérés de la TVA, sans droit à déduction, sont soumis à la TVA, lors de leur importation. C'est le cas des huileries, minoteries et imprimeries.

## ***b. Avantages accordés dans le cadre conventionnel***

i. Prise en charge par l'Etat de certaines dépenses: Les entreprises dont le programme d'investissement dépasse 200 millions de Dirhams peuvent conclure avec l'Etat des contrats particuliers leur accordant, en plus des avantages classiques, une exonération partielle des dépenses ci-après

- Dépenses d'acquisition du terrain nécessaire à la réalisation de l'investissement.
- Dépenses d'infrastructure externe.
- Frais de formation professionnelle.

ii. Exonération totale des droits d'importation PFI, TVA pour les projets dépassant 200 millions de Dirhams.



## B. Avantages communs accordés lors de l'exploitation

- i. Réduction de l'impôt sur les sociétés (IS): Les entreprises qui exportent leurs produits, bénéficient, pour le montant de leur chiffre d'affaires à l'exportation, d'avantages particuliers pouvant aller jusqu'à l'exonération totale de l'impôt sur les sociétés pendant une période de cinq ans et d'une réduction de 50% dudit impôt au-delà de cette période.
- ii. Les entreprises qui s'implantent dans les provinces à faible développement: Les entreprises qui s'implantent dans les préfectures ou provinces suivantes bénéficient d'une réduction de 50% de l'impôt sur les sociétés ou de l'IGR, pendant les cinq premiers exercices, suivant la date de leur exploitation: Al Hoceima, Berkane, Boujdour, Chefchaouen, Essemara, Guelmim, Laayoune, Larache, Nador, Oued Eddahab, Oujda-Angad, Tanger-Asilah, Fahs-Béni Makada, Tantan, Taounate, Taourirt, Tata, Taza, Tetouan.
- iii. L'application de l'amortissement dégressif: Les entreprises bénéficient de l'application de l'amortissement dégressif tel que prévu par la législation relative à l'impôt général sur les sociétés et à l'impôt général sur le revenu.
- iv. La constitution de provisions pour investissement en matière d'impôt sur les sociétés et impôt général sur le revenu: Sont considérées comme charges déductibles, les provisions constituées, dans la limite de 20% du bénéfice fiscal, avant impôt, par les entreprises, en vue de la réalisation d'un investissement en biens d'équipement, matériels et outillages, et ce, dans la limite de 30% dudit investissement.

**Remarque:** Remarque: Les terrains, constructions autres qu'à usage professionnel et les véhicules de tourisme ne bénéficient pas de cet avantage.

- v. Exonération de l'impôt des patentes: Toute personne physique ou morale exerçant au Maroc une activité professionnelle, industrielle ou commerciale, est exonérée de l'impôt des patentes et ce, pendant une durée de cinq années. Cette période de cinq ans commence à compter de la date du début de l'activité du bénéficiaire.
- vi. Taxe urbaine: Sont exonérés de la taxe urbaine pendant une période de cinq années, suivant celle de leur achèvement ou de leur installation:
  - Les constructions nouvelles,
  - Les additions de construction
  - Les appareils faisant partie intégrante des établissements de production de biens ou de services,

Cependant, sont exclus de cette exonération : Les établissements stables des sociétés et entreprises n'ayant pas leur siège au Maroc et qui sont attributaires de marchés de travaux, de fournitures ou de services.

## 5. Financement des projets réalisés par des Marocains résidents à l'étranger (MRE)

Les projets d'investissements peuvent être financés par recours à une banque marocaine ou étrangère.

Il y a lieu de préciser qu'il existe de différentes banques Marocaines spécialisée dans le financement des projets réalisés par les Marocains Résidents à l'Etranger.

Pour bénéficier du financement, le dossier à présenter à la banque, doit comporter une étude de faisabilité détaillée et tous les justificatifs qui peuvent démontrer la rentabilité du projet.

**Remarque :** Par ailleurs, le MRE peut financer lui même son projet ou obtenir des prêts d'un organisme étranger de son choix (banque, fournisseur...)

A cet effet, les investissements financés en devises, peuvent être réalisés librement. C'est-à-dire, sans l'accord préalable de l'Office des Changes.

Les opérations de capitalisation de comptes courants et de créances sont également considérées comme apport en devises.

### ✓ **Garanties de crédits**

La Caisse Centrale de Garantie (CCG) située à Rabat et Dar Addamane située à Casablanca ont pour but de garantir à hauteur de 50% les crédits contractés par les entreprises créées au Maroc. Pour cela, un dossier doit être préparé et remis à ces organismes en même temps qu'à la banque.

### ✓ **Garantie des crédits accordés aux entreprises**

Deux organismes garantissent les entreprises pour les crédits qu'elles contractent auprès des banques

Il s'agit de la caisse centrale de Garantie (CCG) et de Dar Damane. Chacun de ces établissements peut garantir la moitié des crédits contractés.

Pour bénéficier de cette garantie, le promoteur doit constituer un dossier auprès de l'un de ces établissements.

La C.C.G. garantie les crédits à moyens et à long terme contractés à l'intérieur ou à l'extérieur du Royaume et qui sont destinés au financement de toute entreprise ayant pour objet une activité de production de biens ou service.

La C.C.G. s'engage à respecter des délais très courts dans le traitement de dossiers qui lui sont transmis :

- 10 jours pour les P.M.I.
- 30 jours pour les grandes entreprises.

## 6. La mise à niveau des entreprises industrielles

Dans le cadre de l'ouverture de l'industrie marocaine à la concurrence internationale, le Ministère chargé de l'industrie a mis en place, en collaboration avec l'Union Européenne, un programme de mise à niveau des entreprises du secteur industriel.

### ✓ **Financement de la mise à niveau**

Des crédits de structuration sont accordés par les banques et garantis par la Caisse Centrale de Garantie (C.C.G).

### ✓ **Entreprises bénéficiaires**

Les entreprises qui peuvent bénéficier des aides du programme de mise à niveau sont les PME ou PMI répondant aux critères suivants :

- Avoir un total bilan (avant investissement) ne dépassant pas 20.000.000 Dhs et un programme de mise à niveau dont le coût n'excède pas 10.000.000 Dhs.
- Etre potentiellement viable et présenter un programme de mise à niveau ayant pour objet l'amélioration de sa compétitivité face à la concurrence étrangère.

### ✓ **Procédure d'octroi de la garantie**

Pour l'octroi de la garantie, les dossiers doivent être présentés à la C.C.G. par l'intermédiaire de la banque intervenante, choisie par l'entreprise.



# Adresses Utiles

## WILAYA DE LA REGION DE TAZA - AL HOCEIMA - TAOUNATE

Wilaya de la Région de Taza Al Hoceima Taounate

Ville : Al Hoceima

Tél : 0539.98.20.18 / 039.98.20.47

Fax : 0539.98.20.21

## CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE TAZA – AL HOCEIMA - TAOUNATE

Quartier Calabonita, B.P. 213. Al Hoceima 32000 Maroc.

Tél: +212 (0) 5 39 98 39 79 Fax: +212 (0) 5 39 98 39 88

[info@alhoceimainvest.ma](mailto:info@alhoceimainvest.ma) [www.alhoceimainvest.ma](http://www.alhoceimainvest.ma)

## CHAMBRE DE COMMERCE, D'INDUSTRIE ET DE SERVICES D'AL HOCEIMA

Avenue de l'Union Africaine. Al Hoceima 32000, Maroc.

Tél : +212 (0) 5 39 98 21 29 / 98 37 98

Fax : +212 (0) 5 39 98 49 04

## A.N.A.P.E.C

Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi et des Compétences (A.N.A.P.E.C).

Rue Arraya Al Maghribiya N° : 08. Al Hoceima 32000, Maroc.

Tél : +212 (0) 5 39 84 13 80/81

Fax : +212 (0) 5 39 84 13 82

## AGENCE URBAINE AL HOCEIMA

Agence Urbaine Al Hoceima

N° 80 Rue Med 5 P.P 436

Ville : Al Hoceima

Tél : +212 (0) 53 9 98 38 95 / 039 84 13 15

Fax : 0539 98 14 15

Email : [auah\\_05@yahoo.fr](mailto:auah_05@yahoo.fr)

## AGENCE PROVINCIALE DE LA CNSS

Agence Provincial de la CNSS Rue Tuniss - AL Hoceima

Ville : Al Hoceima

Tél : +212 (0) 5 39 98 21 18

Fax : +212 (0) 5 39 98 18 98



## **C.C.I.S AL HOCEIMA**

C.C.I.S AL HOCEIMA

Avenue de l'Union Africaine - EL HOCEIMA

Ville : Al Hoceima

Tél : +212 539 98 21 29 / 98 37 98

Fax : +212 539 98 49 04

## **CADASTRE**

CADASTRE

Cadastre B.P : 333 Al Hoceima

Ville : Al Hoceima

Tél : 0539.98.29.86

Fax : 0539.98.29.86

Email : [cadastrehoceima@hotmail.fr](mailto:cadastrehoceima@hotmail.fr)

## **CIRCONSCRIPTION PROVINCIALE DES DOMAINES**

Circonscription Provinciale des Domaines- AL Hoceima

Place d'Afrique Al Hoceima

Ville : Al Hoceima

Tél : 0539.98.25.29 / 039.84.06.19

Fax : 0539.98.25.29

## **AEROPORT AL-CHARIF AL IDRISSI**

AEROPORT AL-CHARIF AL IDRISSI

Commandement de l'Aéroport AL-Charif AL IDRISSI B.P : 260

Ville : Al Hoceima

Tél : 0539.98.20.05

Fax : 0539.98.52.04

## **CONSERVATION FONCIERE**

Conservation Foncière - Al Hoceima Rue :Bir Anzran

Ville : Al Hoceima

Tél : 0539.98.27.31

## **CONTROLE DES ENGAGEMENTS DES DEPENSES**

Contrôle des Engagements des Dépenses – AL Hoceima B.P : 82

Ville : Al Hoceima

Tél : 0539.98.25.53

Fax : 0539.98.22.83

## **D.P.C.I.T.M**

D.P.C.I.T.M

Rue El Andalousse immeuble Al Ahbasse – Appt n° 3

Ville : Al Hoceima

Tél : 0539.98.26.48

Fax : 0539.98.15.09

## **DELEGATION PROVINCIALE DE L'EDUCATION NATIONALE**

Délégation Provincial de l'Education National – AL Hoceima

Rue Tarik Ibnou Ziad

Ville : Al Hoceima

Tél : 0539.98.23.16

Fax : 0539.98.21.99

Email : [tmenja@yahoo.fr](mailto:tmenja@yahoo.fr)

## **DELEGATION PROVINCIALE DE LA JEUNESSE**

Délégation Provinciale de la Jeunesse Al Hoceima

Ville : Al hoceima

Tél : 0539.98.29.66

Fax : 0539.98.29.66

## **DELEGATION PROVINCIALE DE LA SANTE PUBLIQUE**

Délégation Provinciale de la Santé Publique - AL Hoceima

Ville : Al Hoceima

Tél : 039.9845.08

Fax : 039.84.09.97

## **DELEGATION PROVINCIALE DE L'ARTISANAT**

Délégation Provinciale de l'Artisanat - AL Hoceima Place Rif B.P : 95

Ville : Al Hoceima

Tél : 0539.98.26.73

## **DELEGATION PROVINCIALE DE L'EMPLOIE**

Délégation Provinciale de l'Emploie

Boulevard Mohammed V n° 111 Al Hoceima

Ville : Al Hoceima

Tél : 0539.98.27.41 / 039.98.20.99

Fax : 0539.98.27.41 / 039.98.25.42

Email : [emploi-hoceima@menara.com](mailto:emploi-hoceima@menara.com)

## **DELEGATION PROVINCIALE DE L'ENTRAIDE NATIONALE**

Délégation Provinciale de l'Entraide Nationale - AL Hoceima Rue 17 Nov Hay Salam

Ville : Al Hoceima

Tél : 039.98.29.52

## **DELEGATION PROVINCIALE DE L'O.N.E.P**

Délégation Provinciale de l'O.N.E.P Boulevard l'Union Afriquaine

Ville : Al Hoceima

Tél : 0539.98.22.36

Fax : 0539.98.36.05

## **DELEGATION PROVINCIALE DES ANCIENS COMBATTANTS**

Délégation Provinciale des Anciens Combattants

B.P : 58 – Immeuble Al Habouss - Appartement n° 12 Al Hoceima

Ville : Al Hoceima

Tél : 0539.98.20.94

Fax : 0539.98.20.94

## **DELEGATION PROVINCIALE DES ANCIENS COMBATTANTS**

Délégation Provinciale du Tourisme

Rue Al Hamra, Quartier Cala bonita, – B.P : 275

Ville : Al Hoceima

Tél : 0539.98.11.85 Fax : 0539.98.54.76

## **DELEGATION REGIONALE DE LA PLANIFICATION**

Délégation Régionale de la Planification - AL Hoceima Hay Salam

Ville : Al Hoceima

Tél : 0539.98.34.75

Fax : 0539.98.42.13

## **DELEGATION REGIONALE DES PECHEES**

Délégation Régionale de l'Office National des Pêches - AL Hoceima –B.P :18

Ville : Al Hoceima

Tél : 039.98.22.19

Fax : 039.98.16.84

## **DELEGATION REGIONALE DES AFFAIRES MARITIMES**

Délégation Régionale de Pêche - AL Hoceima B.P :67

Ville : Al Hoceima

Tél : 0539.98.27.30

Fax : 0539.98.25.47

## **DIRECTION PROVINCIALE DE L'AGRICULTURE**

Direction Provinciale de l'Agriculture - AL Hoceima

Ville : Al Hoceima

Tél : 0539.98.40.13

Fax : 0539.98.26.04

## **DIRECTION REGIONALE DE L'EQUIPEMENT ET TRANSPORT**

Direction Régionale de l'Equipelement et du Transport

Rue :Jaber Bnou Hayan - B.P : 70

Ville : Al Hoceima

Tél : 0539.98.24.42 / 039.98.24.44

Fax : 0539.98.39.04

Email : [User-hoceima@mttnet.gov.ma](mailto:User-hoceima@mttnet.gov.ma)

## **DIRECTION REGIONALE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME**

Direction Régionale de l'Habitat et de l'Urbanisme - Al Hoceima Quartier  
Administratif

Ville : Al Hoceima

Tél : 0539.98.27.78 Fax : 0539.98.27.98



## **AGENCE D'EXPLOITATION DU PORT**

Division d'Exploitation du Port - AL Hoceima Quartier AlMarssa

Ville : Al Hoceima

Tél : 0539.98.40.43 Fax : 0539.98.30.47

## **I.R.A.T.N.E**

Inspection Régionale de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement

B.d Abdel Karim El Khattabi Al Hoceima

Ville : Al hoceima

Tél : 0539.84.15.53 Fax : 0539.84.15.51

## **NEDHARATS DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES**

Rue El Andalousse Immeuble El Hobousse – Appt n° 6 B.P : 92 Al Hoceima

Ville : Al Hoceima

Tél : 0539.98.23.96 Fax : 0539.98.23.96

## **O.D.E.C.O - AL HOCEIMA**

08, rue Erraya AL Maghribiya - B.P : 259

Ville : Al Hoceima

Tél : 0539.84.14.75/039.98.08.06

Fax : 0539.8414.75

## **OFFICE NATIONAL DE DISTRIBUTION D'ELECTRICITE**

Office National de Distribution d'Electricité

Ville : al Hoceima

Tél : 0539.98.03.22 / 039.98.55.98

Fax : 0539.98.23.39

## **PERCEPTION REGIONALE**

Perception Régionale B.P : 68 Al Hoceima

Ville : al Hoceima

Tél : 0539.98.24.60 Fax : 0539.98.08.75

## **SERVICE PROVINCIAL DE L'ENREGISTREMENT ET TIMBRES**

Service Provincial de l'Enregistrement et Timbres - AL Hoceima B.P :61

Ville : Al Hoceima

Tél : 0539.98.23.64

## **POSTE PRINCIPALE**

Poste Principale Rue El Andalouss Al Hoceima

Ville : al Hoceima

Tél : 0539.84.14.80 / 039.84.24.66

## **SERVICE PROVINCIAL DES EAUX ET FORETS**

14, rue lissan Eddine ibn EL Khatteb – B.P : 371

Ville : Al Hoceima

Tél : 0539.98.19.12 / 039.84.09.92

Fax : 0539.98.19.12

## **SERVICE PROVINCIAL DES IMPOTS ET TAXES ASSIMILEES**

Service Provincial des Impôts et Taxes Assimilés - AL Hoceima Place d'Afrique

Ville : Al Hoceima

Tél : 0539.98.21.82

## **SERVICE PROVINCIAL DES TRAVAUX TOPOGRAPHIQUES**

Service Provincial des Travaux Topographique - AL Hoceima Quartier Haddou Rue Al Azhar

Ville : Al Hoceima

Tél : 0539.98.27.31

## **SERVICE REGIONAL DE LA PROTECTION CIVILE**

Commandement Régional de la Protection Civil De la Région Taza – AL Hoceima - Taounate

Ville : Al Hoceima

Tél : 0539.98.24.51 /039.84.14.97

Fax : 039.98.24.51

## **SOUS-DIRECTION REGIONALE DES DOUANES**

Sous-Direction Régionale des Douanes - AL Hoceima

Ville : Al Hoceima

## **TRESORERIE REGIONALE**

Trésorerie Régionale - Al Hoceima B.P :73

Ville : Al Hoceima

Tél : 0539.98.24.46 Fax : 0539.98.29.96

Email : [Tr1021@tjf.mfie.gov.ma](mailto:Tr1021@tjf.mfie.gov.ma)



المركز الجهوي للاستثمار  
centre régional d'investissement  
**Taza - Al Hoceima - Taounate**

**Copyright © 2010**  
**www.alhoceimainvest.ma**  
**www.assobades.com**  
**www.ascib.net**  
**www.mpdl.org**



**CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT**

Adresse: Quartier Calabonita, B.P. 213. Al Hoceima

Tél: +212 (0) 5 39 98 39 79 / 83

Fax: +212 (0) 5 39 98 39 88

info@alhoceimainvest.ma

**www.alhoceimainvest.ma**